



# Assemblée générale

Distr. limitée  
17 octobre 2014  
Français  
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Première Commission

Point 96 h) de l'ordre du jour

**Désarmement général et complet : éducation  
en matière de désarmement et de non-prolifération**

**Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Brésil, Canada, Chili, Costa Rica, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Kirghizistan, Lettonie, Luxembourg, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République dominicaine, République tchèque, Serbie, Suède, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Ukraine et Uruguay : projet de résolution**

## Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 55/33 E du 20 novembre 2000, 57/60 du 22 novembre 2002, 59/93 du 3 décembre 2004, 61/73 du 6 décembre 2006, 63/70 du 2 décembre 2008, 65/77 du 8 décembre 2010 et 67/47 du 3 décembre 2012,

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération<sup>1</sup>, dans lequel est examinée l'application des recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération<sup>2</sup>, et rappelant que 2014 marque le douzième anniversaire de ce rapport,

*Saluant* l'utilité du site Web d'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération « Éducation pour le désarmement : Ressources pour l'éducation » qui, par suite de sa réorganisation et de sa mise à jour par le Bureau des affaires de désarmement du Secrétariat en septembre 2011, est consultable dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et propose une nouvelle interface interactive, et encourageant le recours aux nouvelles technologies de communication et aux médias sociaux pour promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération,

<sup>1</sup> A/69/113 et Add.1.

<sup>2</sup> A/57/124.



*Saluant également* le lancement de « Disarmament Today », qui consiste en une série de podcasts dans lesquels des experts sont interrogés sur des questions actuelles de désarmement, comme l'éducation, le désarmement et la non-prolifération dans le cadre de la sécurité spatiale, ainsi que sur ce qu'ont vécu les *hibakusha*, les rescapés des bombardements atomiques,

*Soulignant* que le Secrétaire général conclut dans son rapport qu'il importe de poursuivre les efforts tendant à appliquer les recommandations formulées dans l'étude et de reproduire les exemples positifs de cette application pour obtenir des résultats à long terme encore plus importants,

*Souhaitant* souligner qu'il est urgent de promouvoir des efforts internationaux concertés de désarmement et de non-prolifération, notamment dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, en vue de renforcer la sécurité internationale et de favoriser le développement économique et social durable,

*Consciente* de la nécessité de combattre, au moyen de programmes d'éducation et de formation à long terme, les effets néfastes des cultures de violence et de la passivité devant les dangers qui se posent actuellement dans ce domaine,

*Demurant convaincue* que, plus que jamais, l'éducation, en particulier des jeunes, en matière de désarmement et de non-prolifération dans le domaine des armes de destruction massive mais aussi dans ceux des armes légères et de petit calibre et du terrorisme, comme pour ce qui est des autres obstacles à la sécurité internationale et au désarmement, n'a jamais été aussi nécessaire, et qu'il convient d'appliquer les recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies,

*Reconnaissant* l'importance de la participation de la société civile, y compris des établissements universitaires et des organisations non gouvernementales, qui joue un rôle actif dans la promotion de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération,

1. *Exprime sa gratitude* aux États Membres, à l'Organisation des Nations Unies et aux autres organisations internationales et régionales, à la société civile, aux établissements universitaires et aux organisations non gouvernementales qui, chacun dans son domaine de compétence, ont appliqué les recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies<sup>2</sup>, comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général consacré à l'examen de leur mise en œuvre<sup>1</sup>, et les encourage à continuer d'appliquer ces recommandations et de rendre compte au Secrétaire général des mesures qu'ils prennent à cette fin;

2. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport sur le bilan de l'application des recommandations et les nouvelles possibilités de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, et de le lui présenter à sa soixante et onzième session;

3. *Prie une nouvelle fois* le Secrétaire général d'utiliser autant que faire se peut les moyens électroniques pour diffuser, dans le plus grand nombre de langues officielles possible, les informations ayant trait à ce rapport et tous les renseignements que le Bureau des affaires de désarmement recueille régulièrement concernant l'application des recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies;

4. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à mettre à jour le site web « Éducation pour le désarmement : Ressources pour l'éducation » et les podcasts « Disarmament Today », qui constituent des outils efficaces pour promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et onzième session, au titre de la question intitulée « Désarmement général et complet », la question subsidiaire intitulée « Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération ».

---